

Un patron défend les auto-entrepreneurs !

Alors que le régime de l'auto-entreprise est menacé par une hausse des cotisations fiscales et sociales et d'une limitation dans le temps, Ludovic Badeau, PDG de Evo'portail prend position en faveur de sa sauvegarde. Leader de l'assistance aux auto-entrepreneurs, sa société est née grâce à ce régime il y a deux ans. Revendiquant plus de 45.000 clients auto-entrepreneurs et 15 salariés, son dirigeant veut repousser une réforme nocive pour l'économie, la liberté d'entreprendre et pénaliserait les emplois induits par le régime. Explications.

Quinze emplois en deux ans. Cette réussite est à mettre à l'actif de Ludovic Badeau. Lancée en avril 2010 sous le régime de l'auto-entreprise, son portail d'aide aux auto-entrepreneurs a pris son envol, franchissant les seuils de chiffre d'affaires autorisés, lui permettant de basculer dans le régime de droit commun, en SARL.



« C'est pour les aider et les accompagner dans toutes les démarches de la vie de l'entreprise en avril 2010, à 23 ans, j'ai lancé ma structure. Aujourd'hui Evo'portail rassemble plus de 45000 auto-entrepreneurs aux activités variées animés par une quinzaine de salariés qui m'ont rejoint dans cette aventure » explique le PDG de la plateforme.

Aussi, la réforme de l'auto-entreprise initiée par le gouvernement et les parlementaires a dû mal à passer pour ce désormais patron de PME. *« Ce qui manquait à la France, l'accessibilité, la simplicité, la flexibilité a été comblé par l'arrivée de l'auto-entrepreneur en 2009. La création d'entreprises a alors chaque année été multiplié par trois pour arriver à plus d'un million d'individus supplémentaires »* explique-t-il.

Pour Ludovic Badeau, il n'est donc pas question de revenir sur le régime. Les auto-entrepreneurs ont généré 15.3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 4 ans et ont largement contribué à prouver leur utilité sociale et sociétale en versant 3 milliards d'euros de recettes fiscales et sociales à l'Etat.

C'est pourquoi, le jeune dirigeant tire la sonnette d'alarme auprès de tous ses confrères chefs d'entreprises pour qu'ils rejoignent son combat et auprès de l'Etat pour qu'il retrouve le chemin de la raison. *« Si l'on taxe davantage le régime, si on le limite dans le temps, plus particulièrement comme le suggère quelques députés qui ont déposé ces derniers jours un projet de loi, les fournisseurs que nous sommes risquent d'en payer gravement les conséquences »* expose-t-il.

De plus, ce sont tous les emplois induits qui seraient menacés. « *Toucher à ce modèle économique me paraît dangereux compte tenu de notre niveau de chômage en général et pour notre microéconomie en particulier. Si l'Etat réforme trop lourdement le régime, les auto-entrepreneurs cesseront leurs activités et nos finances publiques verront s'envoler une ressource supplémentaire* ».

Au-delà, la démarche de Ludovic Badeau est simple. Il veut défendre la liberté d'entreprendre et encourager les créateurs et dirigeants d'entreprise à partager sa réussite et à les conduire vers une histoire similaire. Celle de structures à succès qui créent de l'emploi et de la richesse pour sortir la France de l'impasse du chômage et de la crise.

Contact presse :

Cyrille DARRIGADE
Attaché de presse
06.20.17.40.41
cyrille.darrigade@gmail.com

A propos d'Evo'Portail :

Créé par Ludovic Badeau en avril 2010, Evo'Portail est une plateforme venant en aide aux auto-entrepreneurs. Leader en matière d'assistance, la société basée à Paris compte une moyenne de 15 salariés rompus aux règles fiscales et sociales qui encadrent l'auto-entrepreneuriat. Elle accompagne les bénéficiaires du régime dans leurs différentes démarches notamment administratives. Ceci par téléphone avec un conseiller personnel qui assiste chaque individu dans ses démarches de création, de lancement d'activité et de maîtrise du régime. Evo'Portail aide aussi à acquérir les bonnes méthodes et faire les bons choix à travers les différents dispositifs du régime (création de factures et devis, relance d'impayés). Enfin, Evo'Portail conseille les auto-entrepreneurs dans leur dialogue et correspondances avec les différents organismes d'Etat.